

Règles de bon fonctionnement pour ce webinar

Bienvenue

1. Le webinar est enregistré
2. Garder son micro fermé
3. Penser à se « renommer » (prénom-nom + structure)
4. Vous souhaitez prendre la parole ?
 - Utiliser la « main levée » ou le chat
 - Se présenter et activer sa caméra et son micro pendant sa prise de parole



Ordonnances vertes

Webinaire du 02 Octobre 2025



GAB 44
LES AGRICULTEURS BIO
DE LOIRE-ATLANTIQUE



**MINISTÈRE
DES SOLIDARITÉS
ET DE LA SANTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale
de la santé

PROGRAMME NATIONAL
POUR L'ALIMENTATION
**TERRITOIRES
EN ACTION**



Direction générale
de la santé

Sommaire

1

Environnement et santé péri-conceptionnelle

Dr Bertrand Isidor
et Stéphanie Tellier
Carrara, sage femme

2

L'agriculture biologique dans le 44

Anne-Marie Loury,
co-présidente du
GAB 44

3

Le dispositif des ordonnances vertes : quelles
responsabilités pour les collectivités ?

Pierre-Michel
Perinaud, président
de l'AML

4

Pour aller plus loin dans le 44

PROGRAMME NATIONAL
POUR L'ALIMENTATION
TERRITOIRES
EN ACTION

Environnement et santé péri-conceptionnelle

Intervention de

Stéphanie Tellier Carrara(sage-femme)

Docteur Bertrand Isidor(service de génétique médicale) CHU de Nantes

Voir diaporamas annexes

Qu'est ce que l'agriculture biologique ?

L'agriculture biologique est un mode de production qui mobilise un ensemble de pratiques agronomiques visant à atteindre des bons objectifs de production et de rendements agricoles tout en préservant :



La réglementation bio interdit strictement :

**BIO ≠
LOCAL**

Le label bio est encadré par une réglementation européenne et contrôlé au moins une fois par an par un organisme indépendant et agréé par l'Etat.



Les engrais et pesticides chimiques de synthèse

Les organismes génétiquement modifiés

Les hormones de croissance

L'utilisation en préventif de traitements vétérinaires chimiques de synthèse

La grande majorité des additifs controversés



Lien entre agriculture bio et santé

→ **Ainsi, produire et consommer bio réduit significativement le risque d'exposition aux pesticides des personnes et de dispersion dans l'air, l'eau, les sols.**

50 % des produits alimentaires conventionnels contiennent au moins un résidu de pesticide

75% des pesticides ingérés le sont par l'alimentation (20% par l'air, 5% par l'eau...)

Les produits biologiques contiennent plus de vitamines, de minéraux, d'antioxydants, d'anti inflammatoires et d'Omega 3

Les produits biologiques contiennent moins de cadmium et moins de nitrates

Sources complémentaires :

- Dossier pesticides - [Alerte des Médecins sur Les Pesticides](#)
- ITAB : Quantification des externalités de l'agriculture biologique 2024
- De Sales PM, de Souza PM, Simeoni LA, de O. Magalhães P., Silveira D. Inhibiteurs de l' α -amylase : revue des matières premières et des composés isolés d'origine végétale. J. Pharm. Pharm. Sci. 2012

L'agriculture biologique en Loire-Atlantique



87 228 ha

Surfaces bio en 2024
(1er rang régional)



21,4 %

Part des surfaces bio dans la
surface agricole du département
(1er rang régional)



1404

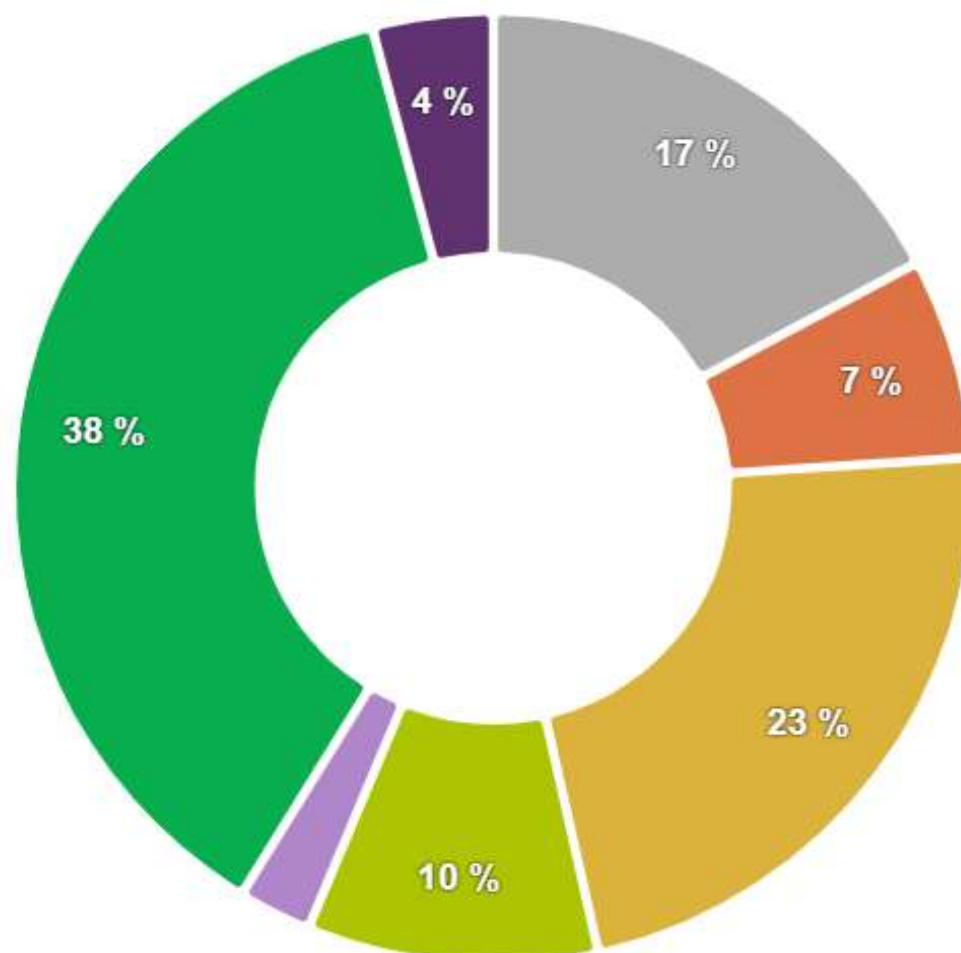
Fermes engagées en bio en 2024
(1er rang régional)



29,0 %

Part des fermes du département
engagées en bio
(1er rang régional)

TOTAL DE FERMES ENGAGÉES



Surfaces et cultures fourragères
1105 fermes engagées dont
44 nouvelles depuis moins d'un an

Légumes
285 fermes engagées dont
11 nouvelles depuis moins d'un an

Fruits
196 fermes engagées dont
12 nouvelles depuis moins d'un an

Vigne
113 fermes engagées dont
4 nouvelles depuis moins d'un an

PPAM
66 fermes engagées dont
6 nouvelles depuis moins d'un an

Grandes cultures
666 fermes engagées dont
16 nouvelles depuis moins d'un an

Autres
505 fermes engagées dont
15 nouvelles depuis moins d'un an

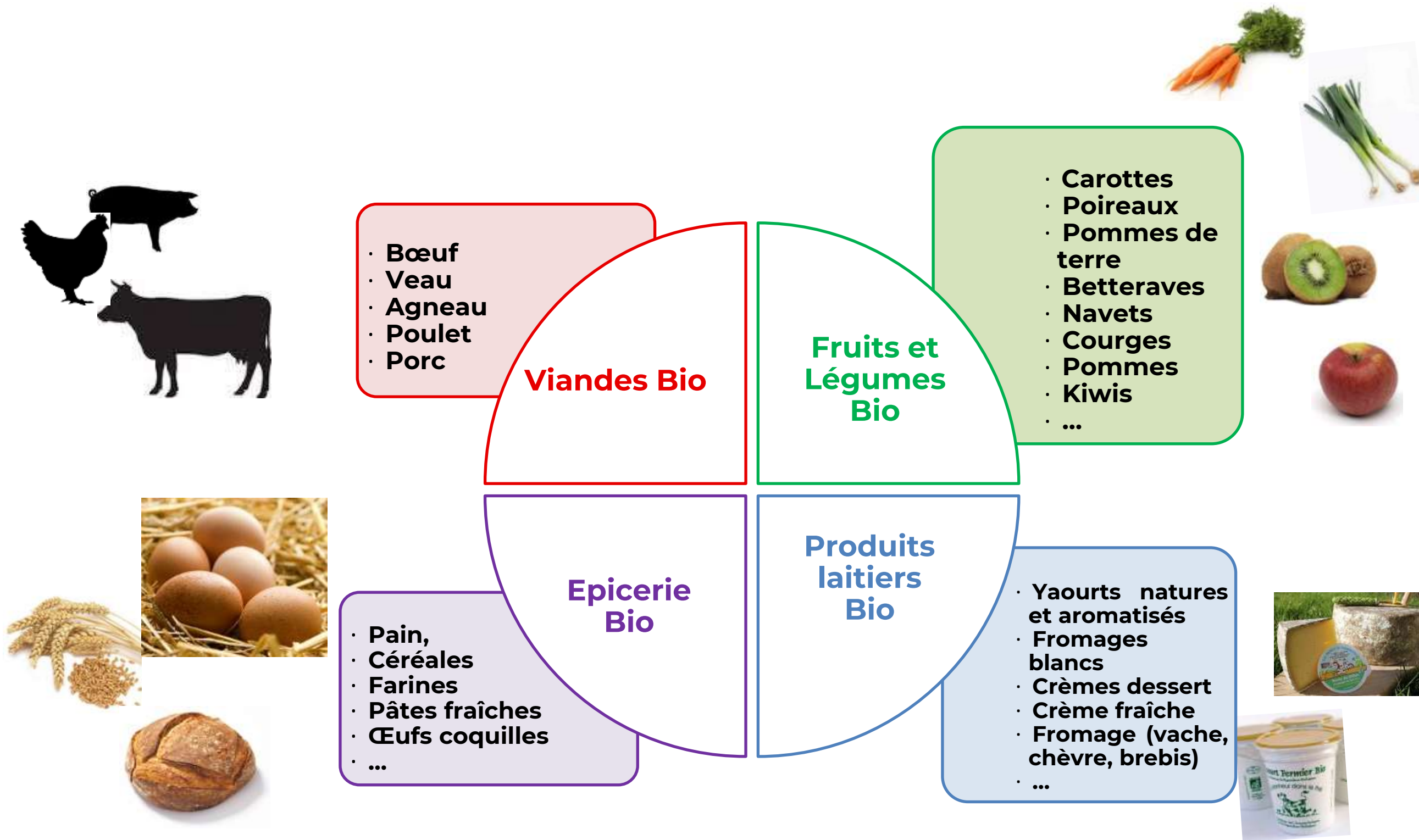
Nombre de fermes bio par atelier de production

Source : Agence Bio 2024

→ **Pour en savoir plus : consulter le site internet de l'Agence bio**

L'agriculture biologique en Loire-Atlantique

Les produits bio locaux disponibles :

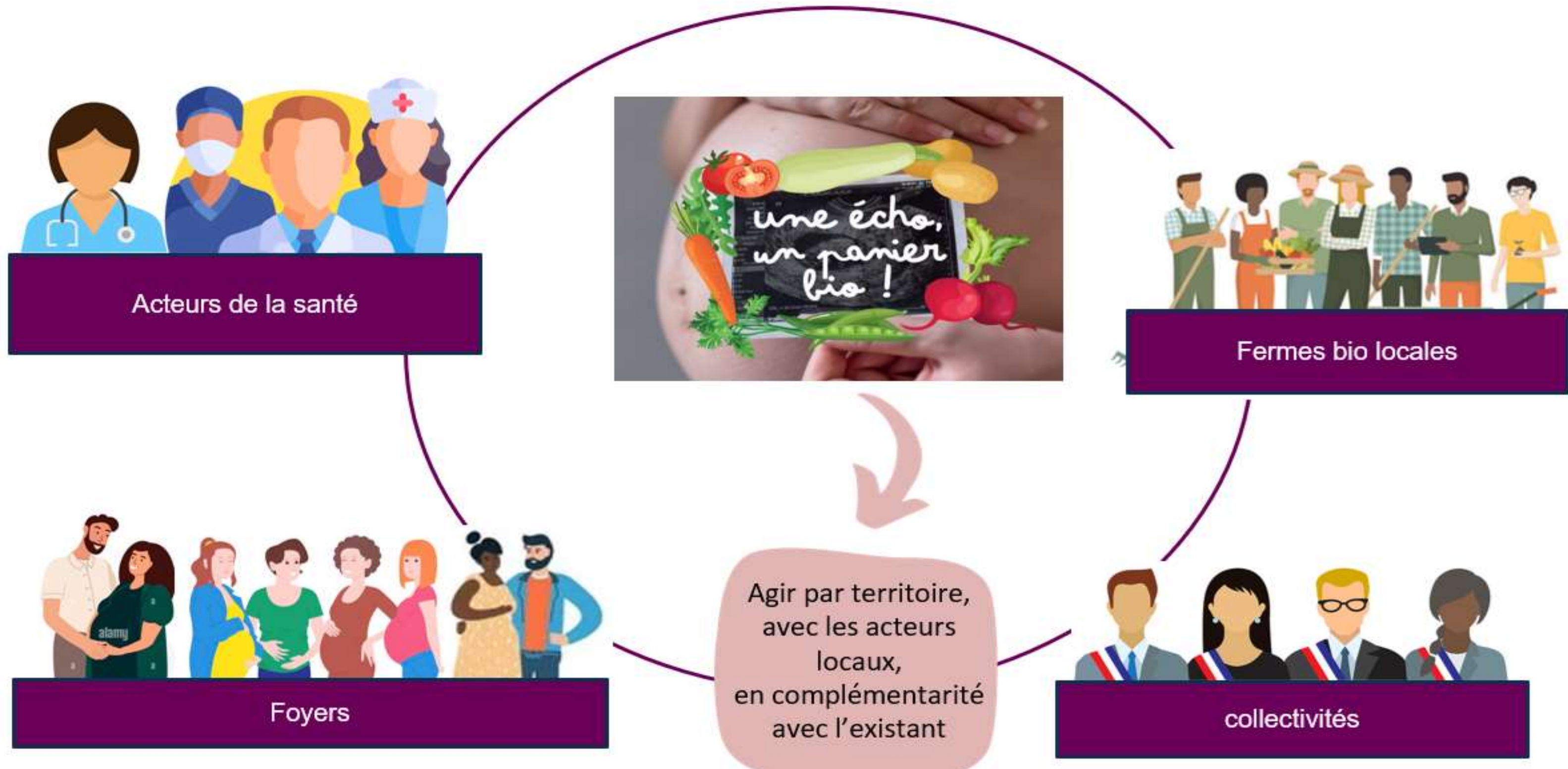


Focus filière maraîchage

- ~ 20 % des fermes bio du 44 font du **maraîchage** (plus de 280 fermes, 875 ha en 2024)
- dans le top 3 des productions du 44, avec Bovin lait et Bovin viande
- une structuration de la filière bien avancée, avec plusieurs collectifs de maraîchers :
 - ✓ Bio Loire Océane (BLO)
 - ✓ + de 120 AMAPs
 - ✓ Manger Bio Pays de la Loire
 - ✓ Le Kiosque Paysan
 - ✓ Maraîchers de la CCEG (projet de planification des appro de la resto co)
 - ✓ Maraîchers du Pays de Retz (projet de planification des appro de l'aide alimentaire)

Le dispositif « **ordonnances vertes** pour femmes enceintes »

Un projet multi-acteur·trices



Le dispositif « **ordonnances vertes** pour femmes enceintes »

Le fonctionnement

Sur prescription médicale



Des paniers de produits bio offerts
(ou à prix réduit)
pour les femmes enceintes



2 ateliers obligatoires :
- Cuisine
- Nesting
(avec volet alimentation)



Le dispositif « **ordonnances vertes** pour femmes enceintes »



Intervention de Pierre Michel Perinaud



Quels enjeux administratifs, logistiques et financiers pour les collectivités qui souhaiteraient porter un dispositif d'ordonnances vertes ?

CHARTRE « ORDONNANCES VERTES »

Limitier l'exposition aux perturbateurs endocriniens pendant la grossesse

Le projet « Ordonnances Vertes » défend la nécessité d'une campagne de santé publique qui vise à réduire les risques liés à l'exposition aux produits chimiques pendant la grossesse, en particulier aux pesticides. Les pesticides sont en effet, pour la majorité d'entre eux, des **perturbateurs endocriniens**.

Il s'inscrit dans la seconde Stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens (SNPE 2) et dans le sillage de la campagne « 1000 premiers jours » de Santé Publique France.

Prescrites par un médecin ou une sage-femme, les Ordonnances Vertes s'adressent aux futurs parents durant la période de grossesse. Elles leur ouvrent le droit à des ateliers de sensibilisation et à la fourniture de paniers de fruits et légumes bio et locaux.

La **sensibilisation des futurs parents** s'effectuera de préférence sous la forme d'ateliers collectifs (ou de conseils individuels lorsqu'il n'est pas possible de les mettre en place) se déclinant en deux volets pédagogiques :

- > une information claire et accessible à tous sur le risque des expositions multiples aux perturbateurs endocriniens pendant la grossesse, ainsi que les moyens de les éviter ;
- > des conseils de préparation de repas correspondant au type d'aliments proposés dans les paniers.

Les paniers, **certifiés bio et locaux**, seront fournis durant tout ou partie de la durée de la grossesse.

Les Ordonnances Vertes s'adressent à **l'ensemble des femmes enceintes d'un territoire**, avec une attention particulière aux publics présentant des difficultés d'accès aux soins et/ou à une alimentation saine.

À terme, l'objectif de ce projet est de toucher l'ensemble de la population française et d'inscrire les Ordonnances Vertes dans la loi.

Le projet Ordonnances Vertes pourra associer différentes parties prenantes d'un territoire, qui travailleront en collaboration au sein d'un réseau coordonné : des professionnel.les de santé (individuellement ou organisés en MSP ou CPTS...), des groupements d'agriculteurs et agricultrices bio, des élu-es, des laboratoires de recherches, des collectivités...

En signant cette chartre, les membres de ce réseau s'engagent à en respecter les principes.

Il est possible que les conditions locales ne permettent pas d'emblée la mise en œuvre de ces principes ; le socle minimal pour démarrer un projet Ordonnances Vertes est la diffusion d'une information aux futurs parents sur le risque chimique lors de la grossesse.



Collectivité territoriale :

- Réception des pièces justificatives
 - Certificat de grossesse / ordonnance / attestation PMA ?
 - Vérification du domicile ?
 - Pièces pour QF ?
- Inscription aux ateliers et points distribution
 - Site internet ? Permanence téléphonique ? A la mairie ?
- Suivi de prise en charge
- Partenariat avec pros de santé, PMI, CPAM, CAF pour faire connaître le dispositif
- Coordination et évaluation de l'ensemble du processus

Atelier nesting PE

Atelier alimentation

Production et distribution
des paniers

Acteurs

- **COFIL : élus , partenaires dont institutions, groupement Bio**
- **Comité technique : 10 fois/an +/- personnel dédié**

Atelier /individuel
Emargement
Suivi bénéficiaires

- Appel d'offre
- SF hospitalières
- pros de santé



Collectivité territoriale :

Gestion
Information du public
Coordination

Acteurs

- **COFIL** : élus , partenaires dont institutions, groupement Bio
- Comité technique : 10 fois/an
- +/- personnel dédié

Atelier nesting PE

Atelier alimentation

Atelier /individuel
Emargement
Suivi bénéficiaires

- Appel d'offre
- SF hospitalières
- pros de santé

250 € / atelier

Financements

Temps de personnel de la collectivité

Mise à disposition de moyens
CAF, CPAM
(information)

Co-financements possibles :
CPAM, ARS, Mutuelles
CAF
CLS
Ou partenariats :
CH
SF, infirmières
Asalée ou spécialisées
diététiciennes

Choix politiques en amont :

- Prix du panier
- selon QF ou non
- Nombre de femmes concernées



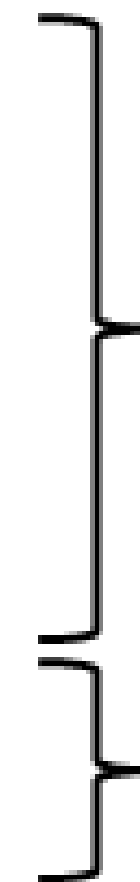
Groupement d'agriculteurs Bios

Gestion : contacts avec les bénéficiaires, reports des paniers, émargements, choix des lieux de distribution, paniers non distribués

Mise en paniers

Livraison (marchés, AMAP, CCAS, épiceries sociales et solidaires...)

Production

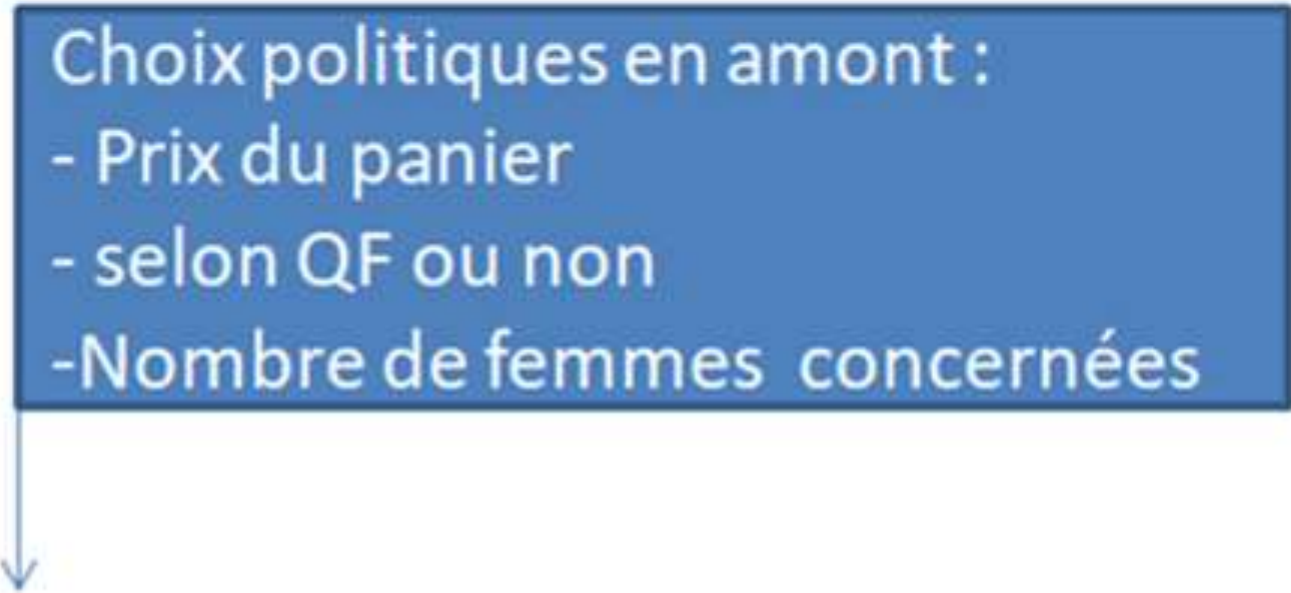


3 €/panier
Source :
Charente



Angoulême : 20 €/p
Cognac : 16€/p

Choix politiques en amont :
- Prix du panier
- selon QF ou non
- Nombre de femmes concernées



Groupement d'agriculteurs Bios

Gestion : contacts avec les bénéficiaires, reports des paniers, émargements, choix des lieux de distribution, paniers non distribués

Mise en paniers

Livraison (marchés, AMAP, CCAS, épiceries sociales et solidaires...)

Production

Financement :
- Collectivité +++

Co-financements possibles ?

DRAAF (régional)
CLS ?
CAF ?
PAT (Gd Ang par ex)
Conseil
Départemental ?
(16)

Exemples éléments de budget

Exemple de la communauté de communes Vallée de Kayzersberg :

Dépenses en phase opérationnelle

ne tient pas compte du temps humain pour la coordination globale du dispositif

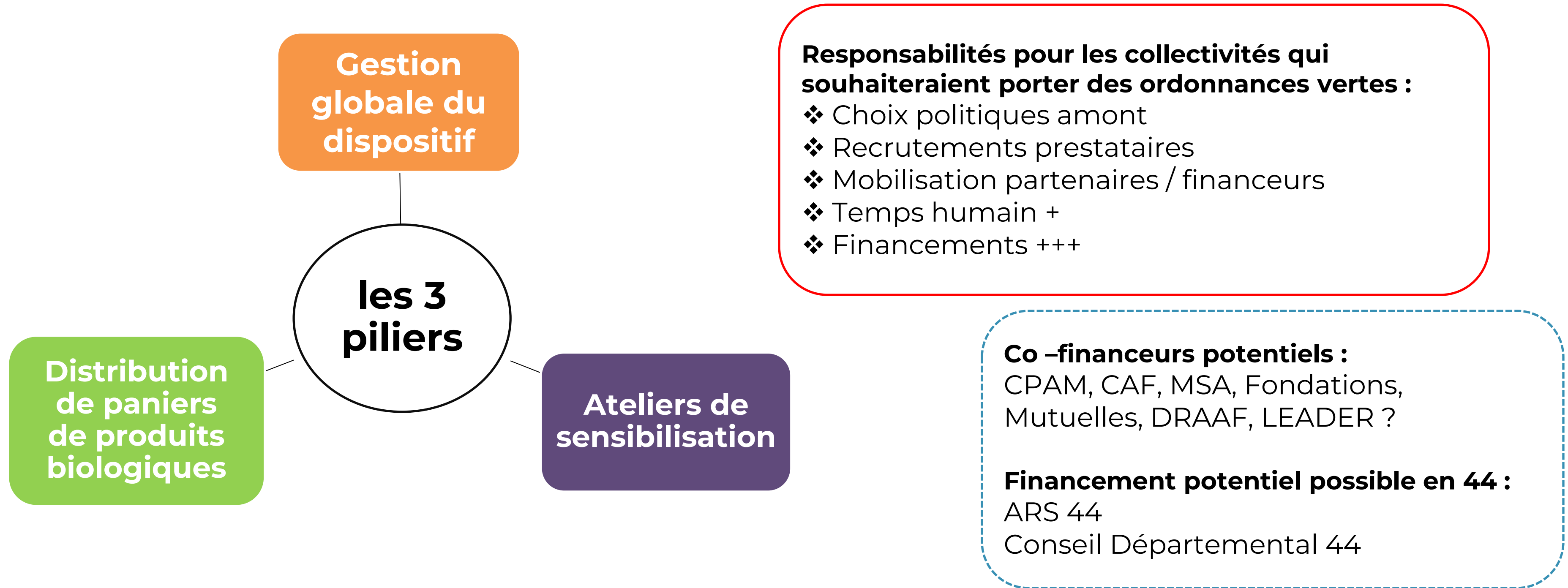
Ateliers obligatoires et facultatifs	9 485 €	12 ateliers obligatoires + 6 ateliers facultatifs
Paniers de légumes	25 200 €	60 bénéficiaires d'un panier de 15 € pendant 28 semaines (environ 7 mois)
TOTAL	34 685 €	soit 578 € par foyer

Pour en savoir plus, n'hésitez pas à revenir vers le GAB 44 :

- Outils de prévision budgétaire
- Possibilité d'accompagner et faire le lien avec les producteurs sur la mise en place des paniers (prix, composition, logistique)

Calculateur Paniers Bio				
				champs modifiables
Nombre de grossesses sur le territoire par an				
Durée du dispositif (nb mois)				
Nombre de foyers éligibles (en simultané)	0			
% foyers touchés par le dispositif				
Nombre de foyers bénéficiaires chaque semaine	0			
Nb de paniers par année	0			
Prix du Panier (€)				
	répartition	nb de foyers bénèfs par semaine	prise en charge collectivité	Cout collectivité
QF1		0		-00
QF2		0		-00
QF3		0		-00
QF4		0		-00
TOTAL cout des paniers par semaine				-00
Total cout des paniers annuel		-00		

Récapitulatif – quelles responsabilités pour les collectivités ?



**Tout est possible, rien n'est imposé,
alors lancez-vous**

Des questions ?

Merci pour votre implication